

# Fran Voz'L expose à STEP



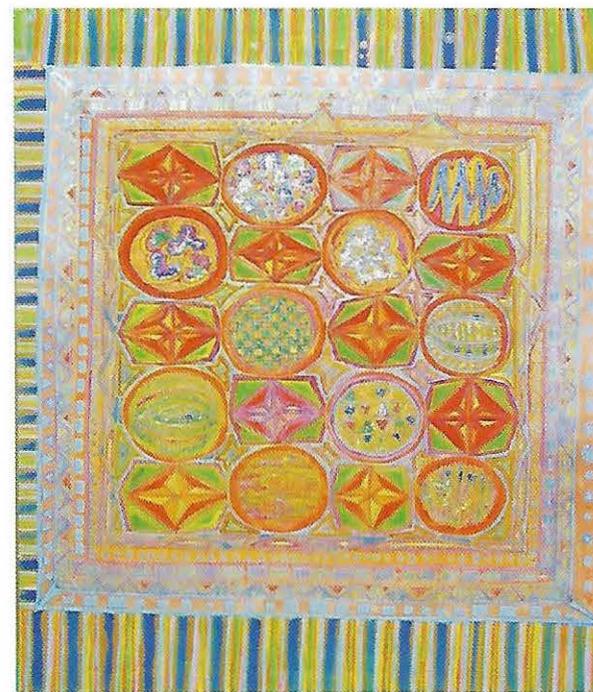
Dessin de son petit-fils Eliot

Step, dans le cadre de ses expositions d'art, a proposé à Fran Voz'l, artiste du 18<sup>e</sup> arrondissement, d'exposer ses oeuvres. "la peinture vient dans ma vie comme une forme de liberté" dit-elle.

Elle parle de sa douleur, de la solitude et de sa terrible violence. Pourtant, lorsque rien ne va, il lui reste la peinture : "j'ai besoin d'expression", depuis toujours, elle a aimé faire : peindre, chanter, jouer du théâtre, mais "je n'ai pas été encouragée, on voulait pour moi une vie rangée, sans se soucier de ce qui me convenait à moi". Aujourd'hui elle se "venge" avec des traits et de la couleur pour alliés. Quand elle peint, elle se laisse aller : "j'explore, je ne sais pas où je vais, ma main se laisse guider par mon inconscient" et puis arrivent les formes, elle creuse, construit comme une architecte, puis les couleurs viennent avec puissance et joie, elle avoue d'ailleurs : "la couleur est une thérapie ; et quand ça ne va pas, je m'achète un pot de peinture et je peins les meubles de ma maison".

La rencontre avec Step a été un hasard. Depuis 10 ans que Step existe, elle passait devant sans s'y attarder, ça lui faisait peur. Puis un jour, une des expositions précédentes la fait s'attarder devant la vitrine, Alberto le coordinateur l'invite à entrer, quand elle en sort c'est avec un projet d'exposition pour elle. "Exposer mes oeuvres, c'est une incarnation, un passage à l'acte plus seulement des rêves" dit-elle, mais ce qu'elle veut maintenant, c'est "chanter, créer avec d'autres, plus de solo". Bonne chance Fran et félicitation pour cette leçon vie ●

Muriel Depierrefix Torres



## ÉCHOS D'EGO

- L'accueil d'EGO en travaux p.4  
 CSST : c'est parti p.5  
 Une mort de trop p.6-7

## ACTU

- AC le feu :  
 la république au mot ! p.8-9  
 Sida : la recherche continue,  
 la mobilisation aussi p.10

## DOSSIER :

Le panel citoyen, 3 ans après

- Stalingrad, un quartier  
 touché par la drogue p.12-13  
 p.16-17

- À Stalingrad  
 tout n'est pas résolu p.18-19  
 La démocratie participative  
 qu'est-ce que c'est ? p.20-21

## Notre Goutte d'Or

- L'observatoire de  
 la vie locale p.22  
 Le square Léon p.23  
 Rencontre avec l'écrivain  
 Maurice Goldring p.24-25

## PORTRAIT

- Claude Moynet p.26

- Les adresses utiles p.14-15  
 Plaquettes de prévention p.27

Nous remercions chaleureusement Madame Setton pour les cent sacs de couchage qu'elle a offerts à l'association afin de les distribuer aux personnes fréquentant EGO. Celles-ci auront moins froid cet hiver grâce à ce don.

## Un nouvel envol.

Cela ne vous aura pas échappé : aucun numéro d'*Alter Ego Le Journal* n'est paru depuis le mois d'avril dernier. Après plus d'un semestre d'inquiétude et de recherches acharnées de nouveaux financements, la Région Île-de-France, au titre des projets de démocratie participative, et la Fondation d'Entreprise Vinci pour la Cité, qui soutient les initiatives pour développer le lien social et le soutien des personnes en situation d'exclusion, ont finalement répondu présent, afin d'assurer la poursuite du rôle de médiation et d'information locales qu'*Alter Ego Le Journal* joue dans le quartier de la Goutte d'Or depuis près de 20 ans. Nous tenons donc à les remercier ici très chaleureusement !

Grâce à eux, notre trimestriel peut donc prendre un nouvel envol en se consacrant désormais principalement aux questions de démocratie participative et de la vie de quartier à la Goutte d'Or. Dans ce sens, vous découvrirez une nouvelle rubrique intitulée « Notre Goutte d'Or » (p. 22-25). Toutefois, *Alter Ego Le Journal* ne se limite pas uniquement à l'actualité du quartier. Après les émeutes des banlieues françaises il y a un an, nous revenons également sur une autre belle initiative démocratique qui a vu le jour cette année, celle du collectif *AC le feu* qui a recueilli durant des mois, dans un tour de France des quartiers défavorisés, les doléances de plus de 20 000 de leurs habitants, avant d'aller solennellement les déposer à l'Assemblée Nationale. C'est là une démarche citoyenne s'inscrivant parfaitement dans la tradition républicaine française que nous nous devons de saluer.

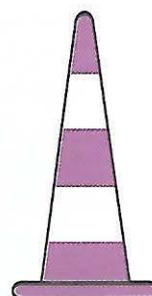
Puisque la démocratie participative est désormais au centre des intérêts de toute l'équipe du journal, il nous a semblé pertinent de consacrer le dossier de ce numéro à la première expérience en la matière organisée en France sur les problèmes liés à l'usage de drogues. Elle a en effet eu lieu dans un quartier limitrophe au nôtre : Stalingrad. Le maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement, Roger Madec, a décidé en 2003 de tenter, non sans un certain courage, une expérience de démocratie participative sur un sujet traditionnellement délicat pour les élus : l'usage de drogues dans l'espace public. 14 habitants furent donc réunis sous la forme d'un « panel citoyen » pour réfléchir à de possibles solutions. 6 mois plus tard, leurs recommandations étaient remises officiellement au maire. Depuis, trois ans ont passé. Qu'en a-t-il été de la mise en œuvre de leurs propositions ? C'est là l'objet de ce dossier, outre de présenter ce que signifie concrètement le concept de démocratie participative.

Enfin, vous le savez sans doute : le Centre d'Accueil d'EGO situé au 13 rue St-Luc est actuellement fermé pour cause de travaux afin d'y permettre l'installation du Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes (CSST) d'EGO. Nous sommes évidemment conscients des difficultés que pose cette fermeture aux usagers durant ces mois d'hiver. Mais le local, une fois rénové, sera bien plus agréable, fonctionnel et le public accueilli y trouvera encore davantage de services, de soutiens et de soins. Un moyen de s'en rendre compte est d'aller consulter au CSST d'EGO, d'ores et déjà ouvert pendant ce temps dans les locaux de STEP (56 Bd de la Chapelle) où toute son équipe de psychologues, médecins, assistantes sociales ou infirmières reçoit un public déjà nombreux (cf. p. 4-5).

En attendant de vous retrouver très vite au 13 rue St-Luc, nous souhaitons à tous nos lecteurs, au nom de l'ensemble du personnel et des membres d'EGO, une bonne et heureuse année 2006 ! Et une bonne lecture de ce numéro 52 ! ●

# L'accueil d'EGO fermé pour travaux

Le 13 rue St-Luc, local d'accueil d'EGO, est fermé jusqu'en février prochain : des travaux sont en effet en cours de réalisation pour transformer les lieux afin de permettre, en plus de l'accueil, les consultations du futur C.S.S.T. (Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes). Toute l'équipe d'EGO est bien consciente des difficultés occasionnées pour les usagers de l'accueil par cette fermeture -provisoire- durant trois mois en hiver. Mais il faut se dire que c'est, pour ensuite, bénéficier d'un accueil plus fonctionnel et plus agréable en plus des services du CSST ●



# Le Centre de Soins à Step

L'activité de soins se poursuit dans les locaux de STEP et nous vous présentons ici l'équipe presque complète : psychologues, médecins, psychiatres, assistantes sociales, etc...

**Les consultations ont d'ores et déjà lieu chaque jour. Deux formules existent :**

- sur rendez-vous uniquement : de 10h à 15h tous les jours sauf le mercredi
- sans rendez-vous, tous les jours (sauf le vendredi) de 17h30 à 22h

**Pour prendre un rendez-vous :**

- passer à STEP à ses horaires d'ouverture (17h30-22h30)
- ou appeler Martine au standard d'EGO : 01 53 09 99 49



Ramon Neira, directeur



Nicolas Stock  
éducateur spécialisé



Violaine Wrzesinski  
assistante sociale



Lenneke Keijzer, animatrice



Martine Nimax, secrétaire



Laurent Novak, médecin



Josep Rafanell, psychologue



Frédérique Drogoul, psychiatre



Claire Noblet, infirmière



Julien Gascon, psychologue

## Une mort de trop

OC, 09 06 69. Ces initiales, cette date de naissance... je ne les oublierai jamais ! Aujourd'hui, nous sommes le 9 juin 2006 et je pense à toi Olivier, c'est la première fois que tu ne fêtes pas ton anniversaire car tu es mort. Ton cœur s'est arrêté de battre dans la nuit glaciale du 9 février 2006, dans des escaliers de la gare de Lyon.

J'essaie de me représenter comment cela s'est passé. Il faisait très froid en février dernier, toutes les structures d'hébergement étaient débordées comme chaque hiver. De toute manière, tu n'y allais pas. Ce soir là, tu avais peut-être "cachetonné" (1) et puis marché et déambulé. Enfin de rues en gares puis de fatigue et de langueur, le sol tout proche, tu t'es accroupi et ton corps s'est allongé. Le froid du ciment par terre ne te gênait déjà plus, l'arrête des marches de l'escalier te rentrait dans les côtes et pourtant c'était un doux lit, suffisamment moelleux pour un sommeil si lourd. J'aurais voulu être là à ce moment, te secouer, t'empêcher de partir si lâchement, si bêtement, si injustement ; rappeler à la vie le cœur de l'Olivier que nous connaissions tous, un homme fort, grand, que nous disions "rigolo", "chiant", insupportable, gentil, se laissant manipuler par les autres pour peu qu'ils te gardent une place. Seulement, tu étais mortel et nous n'y avions pas toujours pensé. Alors de guerre lasse, ta respiration de plus en plus lente, ton cœur s'est doucement arrêté de battre et le monde qui habitait ton cerveau a cessé d'exister. Je ne comprendrai jamais la mort, ni la tienne, ni celle de quiconque. Elle n'est pas horrible, elle est tout simplement incompréhensible, comment une personne qui est, peut soudainement ne plus être ? Se transformer en chose alors que l'instant d'avant elle était une vie, un monde, de la chair, du sang, des pensées, des sentiments, de la rage et de la haine, de l'envie et de l'amour ? Je ne sais pas.

Peut-être faudrait-il prendre de la distance, sortir de ce que j'imagine pour comprendre quelque chose. Il faudrait retracer quelques bribes de la vie d'Olivier, savoir d'où il venait, ce qui l'a conduit à avoir cette vie et finalement cette mort.

Il est donc né le 9 juin 1969 à Alençon. Nous le retrouvons ensuite en mai 2004 quand il entre à l'accueil d'EGO, il a 34 ans. Entre ces deux dates, nous ne connaissons pas sa vie. Il se prend immé-

diatement d'amitié pour une accueillante : Chloé, nouvelle comme lui à EGO. C'est une sœur de cœur dans les yeux de laquelle il peut se voir, elle sera la cause de tout, infiniment bonne lorsque tout va bien, mauvaise et destructrice les jours de peine. À l'accueil, le comportement d'Olivier est changeant, parfois rieur, distribuant à tout va cigarettes et petites monnaies, parfois au bord du "pétage de câbles", râleur et vindicatif. Il a souvent de l'argent car il est passé maître dans l'art de faire la manche, il a un numéro très apprécié où il chante « *j'm'présente, je m'appelle Olivier, j'aimerais bien réussir ma vie, mais c'est mal parti...* », les journées fastes s'arrondissent autour des 150 euros. Il est généreux et distribue sans compter, tout le monde le sait. D'ailleurs, il est incapable de se prendre en charge : se trouver une chambre d'hôtel, s'acheter à manger, se soigner, tout cela il ne sait pas faire, anticiper, prévoir, penser à lui. Il dort dehors. Aux conseillers, il répond avec rancœur « *que savez-vous de la vie dans la rue pour vous permettre de donner des conseils ?* ». Ses vêtements, il les perd régulièrement, il arrive parfois sans chaussures. Olivier en a marre, il est souvent à l'origine de conflits, reprochant aux autres leur égoïsme quand il n'a plus rien, alors que lui-même a tout donné. Il a cette manière très infantile d'entretenir le lien avec les autres, il donne, croyant ainsi s'attirer la bienveillance et l'amitié, puis déçu de se confronter au seul intérêt, casse la relation avant que l'angoisse ne l'engloutisse. Ses demandes sont en fait à double-fond, lorsqu'il demande un hébergement, il n'y va pas, incapable qu'il est de respecter un cadre. Ce sont des moments de crise il crie fort, frappe sur la table, accuse « *un jour je mourrai de froid et ce sera de votre faute* », il oublie le reste : les liens d'amitié, la présence au quotidien, les démarches entreprises, toutes ces choses ne comptent plus, seul demeure le sentiment infini d'être injustement abandonné. Olivier rencontre une équipe psychiatrique, mais il reste méfiant

## Une mort de trop

OC, 09 06 69. Ces initiales, cette date de naissance... je ne les oublierai jamais ! Aujourd'hui, nous sommes le 9 juin 2006 et je pense à toi Olivier, c'est la première fois que tu ne fêtes pas ton anniversaire car tu es mort. Ton cœur s'est arrêté de battre dans la nuit glaciale du 9 février 2006, dans des escaliers de la gare de Lyon.

J'essaie de me représenter comment cela s'est passé. Il faisait très froid en février dernier, toutes les structures d'hébergement étaient débordées comme chaque hiver. De toute manière, tu n'y allais pas. Ce soir là, tu avais peut-être "cachetonné" (1) et puis marché et déambulé. Enfin de rues en gares puis de fatigue et de langueur, le sol tout proche, tu t'es accroupi et ton corps s'est allongé. Le froid du ciment par terre ne te gênait déjà plus, l'arrête des marches de l'escalier te rentrait dans les côtes et pourtant c'était un doux lit, suffisamment moelleux pour un sommeil si lourd. J'aurais voulu être là à ce moment, te secouer, t'empêcher de partir si lâchement, si bêtement, si injustement ; rappeler à la vie le cœur de l'Olivier que nous connaissions tous, un homme fort, grand, que nous disions "rigolo", "chiant", insupportable, gentil, se laissant manipuler par les autres pour peu qu'ils te gardent une place. Seulement, tu étais mortel et nous n'y avions pas toujours pensé. Alors de guerre lasse, ta respiration de plus en plus lente, ton cœur s'est doucement arrêté de battre et le monde qui habitait ton cerveau a cessé d'exister. Je ne comprendrai jamais la mort, ni la tienne, ni celle de quiconque. Elle n'est pas horrible, elle est tout simplement incompréhensible, comment une personne qui est, peut soudainement ne plus être ? Se transformer en chose alors que l'instant d'avant elle était une vie, un monde, de la chair, du sang, des pensées, des sentiments, de la rage et de la haine, de l'envie et de l'amour ? Je ne sais pas.

Peut-être faudrait-il prendre de la distance, sortir de ce que j'imagine pour comprendre quelque chose. Il faudrait retracer quelques bribes de la vie d'Olivier, savoir d'où il venait, ce qui l'a conduit à avoir cette vie et finalement cette mort.

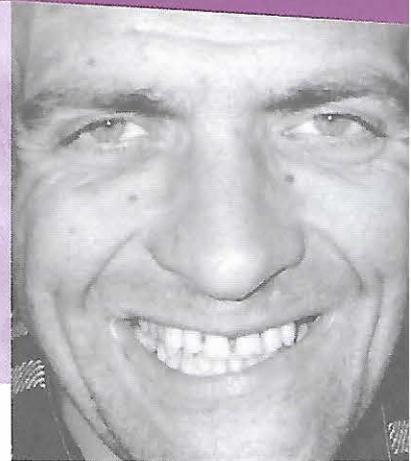
Il est donc né le 9 juin 1969 à Alençon. Nous le retrouvons ensuite en mai 2004 quand il entre à l'accueil d'EGO, il a 34 ans. Entre ces deux dates, nous ne connaissons pas sa vie. Il se prend immé-

diatement d'amitié pour une accueillante : Chloé, nouvelle comme lui à EGO. C'est une sœur de cœur dans les yeux de laquelle il peut se voir, elle sera la cause de tout, infiniment bonne lorsque tout va bien, mauvaise et destructrice les jours de peine. À l'accueil, le comportement d'Olivier est changeant, parfois rieur, distribuant à tout va cigarettes et petites monnaies, parfois au bord du "pétage de câbles", râleur et vindicatif. Il a souvent de l'argent car il est passé maître dans l'art de faire la manche, il a un numéro très apprécié où il chante « *j'm'présente, je m'appelle Olivier, j'aimerais bien réussir ma vie, mais c'est mal parti...* », les journées fastes s'arrondissent autour des 150 euros. Il est généreux et distribue sans compter, tout le monde le sait. D'ailleurs, il est incapable de se prendre en charge : se trouver une chambre d'hôtel, s'acheter à manger, se soigner, tout cela il ne sait pas faire, anticiper, prévoir, penser à lui. Il dort dehors. Aux conseillers, il répond avec rancœur « *que savez-vous de la vie dans la rue pour vous permettre de donner des conseils ?* ». Ses vêtements, il les perd régulièrement, il arrive parfois sans chaussures. Olivier en a marre, il est souvent à l'origine de conflits, reprochant aux autres leur égoïsme quand il n'a plus rien, alors que lui-même a tout donné. Il a cette manière très infantile d'entretenir le lien avec les autres, il donne, croyant ainsi s'attirer la bienveillance et l'amitié, puis déçu de se confronter au seul intérêt, casse la relation avant que l'angoisse ne l'engloutisse. Ses demandes sont en fait à double-fond, lorsqu'il demande un hébergement, il n'y va pas, incapable qu'il est de respecter un cadre. Ce sont des moments de crise, il crie fort, frappe sur la table, accuse « *un jour je mourrai de froid et ce sera de votre faute* », il oublie le reste : les liens d'amitié, la présence au quotidien, les démarches entreprises, toutes ces choses ne comptent plus, seul demeure le sentiment infini d'être injustement abandonné. Olivier rencontre une équipe psychiatrique, mais il reste méfiant ;

Je suis la laine  
 Je suis la lime  
 Je suis les épines  
 Je suis ma nourriture  
 Je suis un géant  
 Je suis un volcan  
 Je suis l'eau pétillante  
 Je suis un ciel clair  
 Je suis la précarité

Olivier

Je suis



vraisemblablement une longue prise en charge pour des problèmes psychiatriques dans un hôpital parisien lui a laissé un souvenir amer. Un jour de crise, Chloé l'emmène au CPOA (2) de l'hôpital Saint Anne, il est hospitalisé, mais en sort au bout de trois jours contre l'avis médical. C'est ici que s'arrête sa prise en charge psychiatrique.

De propositions en échecs, de crises en rémissions, les accueillants d'EGO lui proposent l'aide de Rachid un travailleur social d'Emmaüs venu faire un stage à Ego. De là, Olivier reprend confiance, nous sommes à la fin du printemps 2005. Rachid l'écoute : il veut sortir de la rue et réduire sa consommation. Alors il débute des ateliers pour s'occuper, penser à autre chose qu'au produit, il est enthousiaste, mais cela ne dure qu'un mois, il abandonne. Il est hébergé par Emmaüs et la journée il continue de venir à Ego. Mais ces hébergements ne sont que temporaires, une semaine ici, un mois là. Toutefois Olivier retourne régulièrement aux rendez-vous de Rachid, il parle beaucoup et lui écoute.

Et puis, le lien se coupe au cœur de l'hiver, Rachid ne reverra plus Olivier. Maintenant il fréquente la Halte Gare de Lyon et l'accueil d'EGO. On le voit arriver le matin avec son petit caddie où il garde ses affaires, quelque chose d'important pour lui, car un

jour, il entre dans l'accueil d'Ego en criant « *je me suis fait dépouiller cette nuit, ils m'ont pris toutes mes affaires, je sais que c'est des toxicos qui m'ont fait ça, alors je mettrai plus jamais les pieds ici* ». De ce moment, nous n'aurons plus de nouvelles, jusqu'à ce triste jour de mars où nous avons appris sa mort.

Combien mourront encore avant que nous trouvions le moyen d'aider les personnes qui sont incapables de trouver seules leur place dans notre société et qui n'ont pour seule issue que l'exclusion, une vie au rabais faite d'expédients : hébergements de quelques nuits et barres chocolatées en guise de repas ? Comment prétendons-nous insérer en ne proposant que des solutions bancales et sans continuité précisément à des gens qui ne connaissent que cela et justement ne savent pas en sortir ? Le dispositif idéal serait d'offrir un cadre stable par petites unités, des vrais lieux de vie dans lesquels les personnes puissent se poser et être accompagnées par des éducateurs compétents afin d'acquérir tous les savoirs faire d'une vie autonome. À ceux qui me diront que cela coûte trop cher, je répondrai que ça ne l'est pas plus que le prix d'une chambre d'hôtel payée par la CAF avec toutes les prises en charges parallèles, l'échec auquel on aboutit et finalement le retour à la case départ pour repartir de plus belle dans les mêmes démarches. Le coût, me semble-t-il, en est bien plus élevé, autant d'un point de vue humain que financier. Qu'est-ce qui empêche de proposer de tels lieux ? La peur peut-être que certains n'en profitent et préfèrent vivre indéfiniment au dépend de l'aide sociale plutôt que de mener leur propre vie ? Ou plutôt, ne nous faudrait-il pas enfin accepter que certains ont du mal à mener une vie autonome, mais que pour autant ils ont le droit à une place dans notre société et qu'il est injuste de les en exclure en attendant patiemment leur mort ? ●

Muriel Depierrefix Torres

1. Usage abusif de médicaments psychotropes
2. Centre Psychiatrique d'Orientation & d'Accueil

# AC le feu : la République au mot !

Après les émeutes de novembre 2005, le collectif AC le feu donne la parole aux habitants des quartiers défavorisés, pour qu'ils expriment leurs « doléances » envers une République qui a bien du mal à les écouter. Une vraie initiative démocratique, pour le lien social.



Marche vers l'Assemblée Nationale pour y déposer les cahiers de doléances

Le 27 octobre 2005 mourraient à Clichy-sous-Bois les deux jeunes de 14 et 17 ans, Zyed et Bouna, électrocutés dans un transformateur EDF. On connaît la suite : des milliers de voitures brûlées dans toute la France, et des affrontements d'une grande violence avec la police dans de très nombreux quartiers dits « sensibles ». Tout au long du mois de novembre 2005 avait lieu la plus grande émeute des banlieues françaises, à l'ampleur et la durée tout à fait inédites. La tension retomba ensuite, même si le nombre de voitures brûlées est resté élevé : ainsi depuis le début de l'année 2006, on comptait encore une moyenne de 115 véhicules incendiés chaque nuit un peu partout en France.

Pourtant, tout le monde n'a pas baissé les bras et certains habitants des cités ont décidé de se réunir pour prendre la parole, refusant les seules logiques, répressive d'une part et de la destruction qui s'était exprimée jusqu'ici dans les quartiers.

Le collectif AC le feu pour « association, collectif, liberté, égalité, fraternité, ensemble et unis » s'est

alors constitué à Clichy-sous-Bois dès la fin de l'émeute, en regroupant des habitants des différents quartiers défavorisés de la ville et des communes limitrophes. Ils ont alors décidé de prendre en quelque sorte au mot le ministre de l'Intérieur toujours prompt à donner des leçons de République aux habitants de ces quartiers. Refusant la violence stérile, ses membres ont donc souhaité leur donner la parole en rédigeant des « Cahiers de Doléances », dans la plus pure tradition démocratique, en se posant tel un tiers-état que personne n'écoutait jusqu'ici. Durant plus de quatre mois, ils ont sillonné la France dans un minibus, quasiment à leurs frais avec toutefois une petite subvention de la ville. Ils sont ainsi parvenus à recueillir les témoignages, la colère, les désirs ou les rêves des habitants de ces quartiers qui subissent généralement la stigmatisation d'habiter ces zones défavorisées. 20 000 personnes ont donc écrit sur ces « Cahiers de doléances », acceptant de « mettre des mots sur leurs maux », selon l'un des fondateurs d'AC le feu...

Le 25 octobre dernier, quasiment un an après la mort de Zyed et Bouna, le collectif organisait une Marche en direction du Sénat et de l'Assemblée Nationale, dans le but de remettre solennellement les « doléances » aux élus de la Nation. Le président de l'Assemblée Nationale, Jean-Louis Debré (UMP), a néanmoins précisé qu'il n'avait pas le temps de les recevoir. Plus d'un millier de personnes ont donc marché depuis la place Denfert-Rochereau, dans un calme impressionnant, affichant une réelle volonté de discipline et de responsabilité collectives. Les quelques personnalités présentes s'étaient modestement placées en queue de cortège : Stéphane Pocrain (ex-Verts), quelques élus du PCF, de la LCR ou de la FSU (syndicat enseignant), le secrétaire du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouloud Aounit, ou l'ancien taulard



Marche vers l'Assemblée Nationale pour y déposer les cahiers de doléances

devenu sociologue et professeur à l'université de Nanterre, Yazid Kherfi... L'un des moments les plus émouvants eut lieu lorsque les manifestants entonnèrent, carte électorale brandie, la Marseillaise, après avoir scandé : « Unité, unité ! C'est fini de dormir, en 2007 on sera là ! »... Finalement reçu par certains députés, on attend que les politiques tendent enfin l'oreille aux habitants de ces quartiers... afin d'éviter d'autres drames et d'améliorer leurs conditions scandaleuses de vie ! ●

Olivier Doubre



Collecte des doléances





**AIDS 2006**  
TORONTO LOCAL HOST

## Sida : la prévention doit continuer, la mobilisation aussi

Les dernières informations médicales disponibles ont été présentées lors de la conférence bi-annuelle de l'International Aids Society (IAS), qui s'est tenue à Toronto l'été dernier. Par ailleurs, la mobilisation lors du 1er décembre, Journée Mondiale de Lutte contre le sida s'est invitée dans la campagne électorale française...

### La plus grande conférence sur le sida en 25 ans d'épidémie

L'été dernier s'est tenue à Toronto (Canada) la Conférence de l'*International Aids Society*, qui réunit les meilleurs chercheurs spécialistes de l'épidémie ainsi que les associations de malades et les représentants des gouvernements du monde entier. Alors que cette année l'épidémie entrait dans sa 25<sup>ème</sup> année de funeste présence dans le monde, cette réunion s'est tenue devant une affluence record pour une manifestation de ce type avec plus de 30 000 personnes.

Les médias du monde entier ont surtout retenu la présence de Bill Gates, l'homme le plus riche du monde et PDG de Microsoft, présent au nom de sa *Bill & Linda Gates Fondation*, venu annoncer un don de 30 millions de dollars pour la recherche d'un vaccin contre le VIH. On sait bien que le chemin sera long avant de réaliser ce qui représente un espoir de pouvoir un jour protéger la population mondiale de cette maladie. Rappelons que, pour l'instant, le préservatif demeure le seul moyen de prévenir une contamination par voie sexuelle. Mais il n'est pas interdit de rêver...

Lors de cette édition 2006, la nouveauté a résidé dans le fait que les traitements en eux-mêmes contre le VIH ne constituent désormais plus le sujet central des débats, mais plutôt les questions (toujours difficiles) de l'accès aux soins et du suivi des malades. Des études ont ainsi confirmé que, lorsque les thérapies parviennent dans une région du monde qui en était jusqu'ici privée, les contaminations et les quantités moyennes de charge virale y diminuent bientôt de façon sensible et, surtout, la stigmatisation des malades s'estompe progressivement, condition essentielle pour développer une politique efficace de prévention efficace. Or, cette question de la prévention est sans doute aujourd'hui la plus urgente à traiter, puisque les derniers chiffres présentés demeurent très alarmants. Dans le monde, seuls 0,2% des adultes ont

à ce jour effectivement accès à un test de dépistage, 4% des usagers de drogues à une programme de réduction de risques et 8% seulement des femmes à un programme de non-contamination mère-enfant. Enfin, seuls 21% des êtres humains peuvent accéder aux préservatifs. Bref, on n'a malheureusement pas fini de parler de sida...



Manifestation d'Act-up place de la Bastille

### En France, la mobilisation s'invite dans la campagne électorale

La manifestation annuelle organisée par Act Up-Paris s'est tenue à Paris jeudi 30 novembre dernier, avec un arrêt place de la République pour le traditionnel (et très émouvant) die-in où tous les participants se sont allongés sur le sol pour symboliser et rappeler les morts du sida (cf. photo). Aujourd'hui, pas moins de 37 millions de personnes sont déjà décédés de cette maladie en un quart de siècle. De nombreuses associations de lutte contre le sida, contre les discriminations envers les homosexuel-le-s et les transsexuel-le-s et la plupart des partis politiques de gauche étaient présents derrière la banderole d'Act Up-Paris : « Sida, où sont les candidat-e-s ? ». On espère que ces dernier-e-s n'oublieront pas la lutte contre l'épidémie dans leurs programmes... et dans leurs décisions, une fois élu-e-s ! ●

Olivier Doubre

# "Le panel citoyen, 3 ans après"



Il y a trois ans, à la suite de diverses mobilisations de riverains relatives à la toxicomanie de rue dans le quartier de Stalingrad, le maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement innovait en associant ses habitants à l'une des premières expériences françaises de démocratie participative sur la question des drogues. Un « Panel citoyen » de 14 riverains, coordonné par la sociologue Anne Coppel, était constitué qui auditionnait tous les acteurs travaillant sur cette question (police, justice, animateurs socio-culturels, structures de réduction des risques, etc...). Un diagnostic était ainsi établi et une liste de recommandations d'actions remise officiellement à la municipalité du 19<sup>ème</sup>. Trois ans après, où en sommes-nous ? Comment va Stalingrad ? Enquête.



panel  
citoyen

# Stalingrad, un quartier touché par la drogue

Stalingrad a longtemps été une « scène » ouverte de la drogue à Paris, c'est-à-dire un lieu de trafic et de consommation. Dès 1993, une partie des habitants réagissent contre cette « occupation » du quartier. Depuis, la question de la gestion de la toxicomanie de rue est au cœur des affrontements et des débats politiques qui mobilisent associations et pouvoirs publics.



## « À la Rotonde », une consommation effrénée

Le début des années 1990 marque un tournant pour le marché des drogues dans la capitale : l'arrivée du crack pallie une cocaïne chère et souvent de mauvaise qualité, alors que le marché de l'héroïne vivote sur une population vieillissante, après le boom DE la décennie précédente. Deux catégories d'usagers connaissent un engouement pour le crack, apparu en 1991, d'abord à Stalingrad. Beaucoup d'héroïnomanes se tournent vers ce nouveau produit qui leur procure un effet puissant rappelant le « flash » des premiers shoots. Les plus jeunes y voient de leur côté une alternative possible à l'héroïne : ils ont vu leurs aînés mourir d'OD (overdose), ou bien dans l'hécatombe qui a frappé les injecteurs, infectés par le VIH à plus de 80% au début des années 1980 (avant 1987, date de la mise en vente libre des seringues).

Stalingrad devient alors le centre du crack à Paris. La nuit, la place de la Rotonde, en tête du bassin du canal de l'Ourcq, voit circuler plusieurs centaines d'amateurs de « caillou ». Chaque soir depuis le boulevard de la Villette, on peut apercevoir leurs briquets briller dans la nuit... Or, qui consomme dans la rue un produit illicite se sent en danger,

entre les rondes de police et les arnaques sur la qualité et la quantité des produits. Des bagarres éclatent. Les intervenants en toxicomanie s'accordent à dire que la « scène » de Stalingrad est souvent plus violente que celles de la Goutte d'Or ou de Marx Dormoy. C'est d'abord cette violence particulièrement visible qui a suscité les réactions des riverains.

## Certains habitants réclament plus de police

En 1993, commerçants et habitants se mobilisent auprès des autorités municipales pour réclamer une présence policière accrue des forces de l'ordre. La mairie du 19<sup>ème</sup> appéhende la situation dans toute sa complexité : « l'insécurité » s'accroît dans le quartier, sentiment autant causé par le spectacle de la « scène » que par la petite délinquance qui en découle : petits larcins, prostitution, liés au coût de la consommation. Les équipes municipales des arrondissements limitrophes et de la mairie centrale, alors dirigée par Jacques Chirac, font pression sur le ministère de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua. Celui-ci, partisan de la méthode forte, fait stationner des CRS dans les quartiers « chauds » et généralise contrôles d'identité et interventions musclées des Brigades Anti-Criminalité (BAC). Cette présence accroît de fait la tension dans le quartier : certains sont rassurés, mais d'autres vivent dans la crainte et se cachent. Des commerçants, pour certains à l'origine des mobilisations, quittent le quartier ; le marché immobilier s'effondre ; les classes moyennes s'en vont. Les usagers évitent de se rassembler, changent plus fréquemment d'endroit : la « scène » s'élargit aux rues adjacentes au secteur de la Rotonde.

En 1994 une nouvelle manifestation au métro Stalingrad réclame encore plus de forces de police et une politique ferme « contre la drogue ». La sociologue Anne Coppel(1), qui travaille dans le soin des usagers de drogues dans un autre secteur,



prend la parole pour expliquer que la réponse ne peut pas être uniquement répressive, puisqu'il s'agit d'abord d'un problème sanitaire et social. Elle est copieusement huée et priée d'aller aider les toxicomanes plus loin. Dans la foule, Roger Madec, alors dirigeant de l'opposition socialiste à la mairie du 19ème, retiendra cette intervention publique...

En 1995, la mairie de Paris et son maire, Jean Tiberi, finit par trouver une ultime « parade » à la concentration des consommateurs autour de la Rotonde en y installant des forains : ce sont ces derniers qui vont empêcher les usagers de drogues de stationner près de leurs manèges, cirque et baraques, employant à l'occasion des méthodes musclées.

### Éparpillement et répression des usagers

Cette décision a l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière : les lieux de consommation se dispersent et se reforment un peu plus loin, les CRS ou les BAC qui patrouillent dans le secteur obligeant toujours les usagers à se déplacer sans cesse... Les intervenants en toxicomanie rapportent que certains marchent jusqu'à 50 kilomètres par nuit, les pieds parfois en sang, insensibles à la douleur et à la fatigue quand ils sont sous l'effet du produit. Mais, comme ailleurs, la répression trouve rapidement ses limites. « Seules les BAC opèrent sur plusieurs arrondissements, les Brigades de nuit n'agissent que sur un arrondissement », expliquait le commissaire Maucourant(2), responsable du 3ème secteur de la capitale (10ème, 18ème et 19ème). Or les usagers passent constamment de l'un à l'autre... Les interpellations sont nombreuses, dans le 19ème plus que partout ailleurs à Paris, mais elles donnent rarement lieu au déclenchement de procédures. « En 2001, près de 85% des 800 "dealers" interpellés dans l'arrondissement n'étaient en fait que des "usagers-revendeurs", difficiles à poursuivre à ce titre », concède d'ailleurs volontiers le commis-

saire, « quant aux saisies, bien que nombreuses, elles ne représentent au total que des quantités très faibles ». La répression vise donc de fait essentiellement les usagers de drogues les plus précarisés. Et le commissaire Maucourant de conclure : « la drogue est un vaste problème... Nos services tentent bien de "diluer" le phénomène pour le rendre supportable pour les riverains, mais c'est un peu le tonneau des Danaïdes... »

(lire la suite pages 16-17)

(1) À l'époque dirigeante de *Limiter la casse*, association à l'origine de la politique de réduction des risques en France, auteure de l'ouvrage de référence *Peut-on civiliser les drogues ? De la guerre à la drogue à la réduction des risques* (La Découverte, 2002)

(2) Extraits de ses propos devant les habitants de Stalingrad réunis en « Panel citoyen » (durant la séance consacrée au trafic)



En raison du nombre important de structures et de l'espace restreint dont nous disposons pour cette rubrique, nous nous excusons d'avance

AUTO-SUPPORT	HEBERGEMENTS D'URGENCE	LES BOUTIQUES	MÉDECINS DU MONDE
<p>● <b>ASUD</b> Auto-Support des Usagers et ex-usagers de Drogues 204/206 rue de Belleville 75020 Paris - M° Télégraphe Tél. : 01 43 15 00 66 asudnational@club-internet.fr</p> <p>● <b>ACT UP-PARIS</b> 45 rue Sedaine 75011 Paris - M° Voltaire Tél. : 01 48 06 13 89</p> <p>● <b>CIRC</b> Collectif d'Information et de Recherche Cannabique circ-fede@circ-asso.org</p> <p>● <b>TECHNO PLUS</b> 33 rue Stéphenson 75018 Paris - M° La Chapelle Tél. : 06 03 82 97 19 tplus@technoplus.org</p>	<p>● <b>SLEEP'IN</b> Hébergement d'urgence pour usagers de drogues 61 rue Pajol 75018 Paris - M° Marx Dormoy Tél. : 01 42 09 07 07</p> <p>● <b>SAMU SOCIAL</b> Hébergement d'urgence pour SDF Tél. : 115</p>	<p>● <b>LA BOUTIQUE</b> (espace mixte) Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues, machine à laver 86 rue Philippe de Girard 75018 Paris - M° Marx Dormoy Tél. : 01 46 07 94 84 Du lundi au vendredi de 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00</p>	<p>Soins, consultations 62 av. Parmentier 75011 Paris - M° Parmentier Tél. : 01 43 14 81 81 Du lundi au vendredi Le matin se présenter obligatoirement à 9h00 Le lundi, mercredi et vendredi L'après-midi se présenter obligatoirement à 14h00</p>
<p><b>ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA</b></p>	<p><b>HEBERGEMENTS</b></p>	<p>● <b>BEAUREPAIRE</b> Accueil, accompagnement, consultation médico-sociale, soins infirmiers, douche, programme d'échange de seringues, conseil juridique (sur rdv) 9 rue Beaurepaire 75010 Paris - M° République Tél. : 01 53 38 96 20 Du lundi au vendredi (sauf le mercredi après-midi) de 10h00 à 13h00 et de 14h00 à 17h00</p>	<p>● <b>C.M. BOURSULT</b> Accueil pour personnes en difficulté, consultation, dépistage VIH et orientations 54 bis rue Boursault 75017 Paris - M° Rome Tél. : 01 53 06 35 60 Du lundi au vendredi de 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 17h15 (le vendredi jusqu'à 16h40)</p>
<p>● <b>AIDES ARC-EN-CIEL</b> Accueil, écoute et orientation pour les personnes touchées par le VIH/SIDA 52 rue du fbg Poissonnière 75010 Paris - M° Poissonnière Tél. : 01 53 24 12 00</p>	<p>● <b>LE SLEEP OFF - KALÉIDOSCOPE</b> Hébergement logement, consultations sociales et activités de jour 7 rue Carolus Duran 75019 Paris M° Pré-Saint-Gervais Tél.: 01 40 03 90 90 sleep.off@asos Le lundi et mercredi de 10h00 à 18h00, le mardi et jeudi de 14h00 à 18h00 et le vendredi de 10h00 à 17h00</p>	<p>● <b>BOUTIQUE BORÉAL/LA TERRASSE</b> 64 ter rue de Meaux 75019 Paris - M° Jaurès Tél. : 01 42 45 16 43 Du lundi au vendredi de 11h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h00</p>	<p>● <b>CENTRE MOULIN JOLY</b> Suivi médical et social pour des populations confrontées au VIH/SIDA 5 rue du Moulin Joly 75011 Paris - M° Couronnes Tél. : 01 43 14 87 87</p>
<p>● <b>SOLIDARITE ENFANTS SIDA</b> Familles, avec enfants, touchées par le SIDA 24 rue Lieutenant Lebrun 93000 Bobigny M° Bobigny/PabloPicasso Tél. : 01 48 31 13 50</p>	<p>● <b>CITÉ « LE VILLAGE »</b> Hébergement en chambres d'hôtels pour usagers de drogues sous traitement de substitution 105 rue Villiers de l'Isle-Adam 75020 Paris - M° Gambetta Tél. : 01 53 39 19 51 village.secretariat@acsc.asso.fr</p>	<p>● <b>BOUTIQUE JAUNE (SIDA PAROLE)</b> Programme d'échange de seringues, douche, permanences médicales, sociales et psychologiques 8/10 rue Victor Hugo 92700 Colombes SNCF Gare de Colombes Tél. : 01 47 86 08 90 sidaparoles@no-log.org</p>	<p>● <b>LA TERRASSE</b> Accueil et consultations 222 bis rue Marcadet 75018 Paris - M° Guy Moquet Tél. : 01 42 26 03 12 Du lundi au vendredi de 10h00 à 18h00</p>
<p>● <b>DESSINE-MOI UN MOUTON</b> Enfants et adolescents et leur famille touchés par le VIH/SIDA 35 rue de la Lune 75002 Paris - M° Bonne Nouvelle Tél. : 01 40 28 01 01 contact@dessinemoiunmouton.org</p>	<p><b>APPARTEMENTS THERAPEUTIQUES</b></p>	<p><b>SOINS</b></p>	<p><b>SPECIAL FEMMES ET FAMILLES</b></p>
<p>● <b>ARCAT</b> Tout public touché par le VIH 94/102 rue de Buzenval 75020 Paris - M° Buzenval Tél. : 01 44 93 29 29 (sur rdv) social@arcat-sante.org</p>	<p>● <b>SOS HABITAT ET SOINS</b> Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA et autres maladies 379 av. du Président Wilson 93210 La Plaine Saint-Denis M° Saint-Denis - Porte de Paris (ligne 13) - RER Stade de France Tél. : 01 55 87 55 55 (Paris Nord) sosHetS.parisnord@assos.org ou (Paris Est) sosHetS.parisest@assos.org ou (Paris Sud) sosHetS.parissud@assos.org</p>	<p>● <b>110 LES HALLES (GROUPE SOS)</b> Pôle de soins et de prise en charge sociale spécialisée dans le traitement des addictions, des dommages médicaux, psychiatriques et sociaux liés à l'usage de drogues 110 rue Saint-Denis 75002 Paris - M° Les Halles Tél. : 01 55 34 76 20 110leshalles@asos.org Du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h30 à 17h30</p>	<p>● <b>LA BOUTIQUE</b> (espace femme) Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues et machine à laver 84 rue Philippe de Girard 75018 Paris - M° Marx Dormoy Tél. : 01 46 07 87 17 Du lundi au vendredi de 10h30 à 17h00</p>
<p>● <b>PASTT</b> (Prévention Action Santé Travail pour les Transgenders) 94 rue La Fayette 75010 Paris - M° Poissonnière Tél. : 01 53 24 15 40 pastt@noos.fr</p>	<p>● <b>AURORE ESPACE RIVIÈRE</b> Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA et autres maladies 169 bis bld Vincent Auriol 75013 Paris - M° Place d'Italie Tél. : 01 53 61 97 10 espaceriviere@wanadoo.fr</p>	<p>● <b>ÉQUIPE DE COORDINATION ET D'INTERVENTION AUPRÈS DES MALADES USAGERS DE DROGUES (ECIMUD) - HÔPITAL BICHAT CLAUDE-BERNARD</b> Favorise l'accès aux soins des usagers de drogues dans l'hôpital 46 rue Henri Huchard 75877 Paris Cedex 18 - M° Porte de Saint-Ouen Tél. : 01 40 25 80 80</p>	<p>● <b>HORIZONS</b> Accompagnement des parents usagers de drogues (hommes, femmes et couples avec enfants), substitution Méthadone, soins, formation et hébergement 10 rue Perdonnet 75010 Paris M° La Chapelle Tél. : 01 42 09 84 84 infos@horizons.asso.fr Le matin : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 L'après-midi : le lundi, le mardi et le mercredi de 13h30 à 18h00, le vendredi de 14h30 à 18h00</p>
<p>● <b>BASILIADE</b> Repas communautaire, douche, lave et sèche-linge 15 rue Beautreillis 75004 Paris - M° Sully-Morlan Tél. : 01 48 87 65 65 Du Mardi au vendredi et le dimanche de 19h00 à 22h00 www.basiliade.com</p>	<p>● <b>ASSOCIATION CHARONNE</b> Pour les usagers de drogues touchés par le VIH/SIDA 3 quai d'Austerlitz 75013 Paris - M° Quai de la Gare Tél. : 01 45 83 22 22</p>	<p>● <b>ÉQUIPE DE COORDINATION ET D'INTERVENTION AUPRÈS DES MALADES USAGERS DE DROGUES (ECIMUD) - HÔPITAL LARIBOISIÈRE</b> Favorise l'accès aux soins des usagers de drogues dans l'hôpital 2 rue Ambroise Paré 75010 Paris - M° Gare du Nord Tél. : 01 49 95 91 80</p>	<p>● <b>CŒUR DE FEMMES</b> Accueil et suivi de femmes en grande exclusion 77 rue Château des Rentiers 75013 Paris - M° Nationale Tél. : 01 45 83 52 72 Du lundi au vendredi de 10h00 à 17h00</p>

## ● LES AMIS DU BUS DES FEMMES

Accueil de femmes prostituées  
58 rue des Amandiers  
75020 Paris - M° Père Lachaise  
Tél. : 01 43 14 98 98

## ● AMICALE DU NID

Service d'Accueil et d'Orientation  
(S.A.O.) Accueil et réinsertion de  
femmes ou d'hommes  
prostitués(es) majeurs(es) seuls(es)  
ou avec enfant(s)  
21 rue du Château d'Eau  
75010 Paris - M° République  
Tél. : 01 42 02 38 98  
Du lundi au vendredi de 9h00 à  
18h00

## SUBSTITUTION ET SEVRAGE

### ● RÉSEAU RIVE GAUCHE

Réseau de médecins généralistes,  
suivi médical et substitution pour  
les usagers de drogues habitant la  
Rive Gauche  
Tél. : 01 45 45 30 90

### ● RÉSEAU PARIS NORD

Réseau de médecins généralistes,  
suivi médical et substitution pour  
les usagers de drogues habitant le  
Nord de Paris  
Tél. : 01 42 72 65 43

### ● CENTRE PIERRE NICOLE

27 rue Pierre Nicole  
75005 Paris - RER Port-Royal  
Tél. : 01 44 32 07 90

### ● LA TERRASSE

Unité Méthadone  
224 rue Marcadet  
75018 Paris - M° Guy Moquet  
Tél. : 01 42 26 01 11  
Du lundi au vendredi de 8h30 à  
16h30

### ● MONTE CRISTO

Hôpital Européen Georges  
Pompidou  
20 rue Leblanc  
75015 Paris - M° Balard  
Tél. : 01 56 09 26 91

### ● NOVA DONA

104 rue Didot  
75014 Paris - M° Pernety  
Tél. : 01 43 95 81 75

### ● CENTRE MARMOTTAN

19 rue d'Armaillé  
75017 Paris  
M° Charles De Gaulle-Étoile  
Tél. : 01 45 74 00 04  
Du lundi au vendredi de 10h00 à  
19h00

### ● HÔPITAL FERNAND WIDAL

Espace Murger  
200 rue du fbg Saint-Denis  
75010 Paris - M° La Chapelle  
Tél. : 01 40 05 42 14 (sur rdv)

## SORTANTS DE PRISON

### ● SRAIOSP

Aide à la réinsertion pour sortants  
de prison (sans sursis, ni mise à  
l'épreuve)  
12/14 rue Charles Fourier  
75013 Paris - M° Tolbiac  
Tél. : 01 44 32 72 33 (sur rdv)

### ● ANPE ESPACE LIBERTÉ EMPLOI

Aide à la recherche d'emploi ou de  
stage pour sortants de prison  
17 rue Juge  
75015 Paris - M° Duplex  
Tél. : 01 58 01 07 20

### ● PASS JUSTICE

Etre présenté par un travailleur  
social  
27 rue Pierre Nicole  
75005 Paris - M° Port-Royal  
Tél. : 01 44 32 07 60

### ● L'ESTRAN

Hébergement (être présenté par un  
travailleur social)  
10 rue Ambroise Thomas  
75009 Paris - M° Poissonnière  
Tél. : 01 53 24 92 20 (sur rdv)

### ● LE VERLAN

Hébergement (être présenté par un  
travailleur social)  
35 rue Piat  
75020 Paris - M° Pyrénées  
Tél. : 01 44 62 26 90

### ● ARAPEJ 75

Centre d'Hébergement et de  
Réinsertion Sociale (CHRS) pour  
personnes libérées de prison et  
service RMI  
21 rue d'Enghien  
75010 Paris - M° Château d'Eau  
Tél. : 01 42 46 15 45  
arapel75@wanadoo.fr

### ● SOS ARAPEJ

Permanence d'accueil pour les sor-  
tants de prison depuis moins de 3  
mois, accueil, écoute, orientation,  
accompagnement  
24 rue Daubenton  
75005 Paris  
M° Consier-Daubenton  
Tél. : 01 43 37 21 99

## DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

### ● CRIPS

(Centre Régional d'Information  
Prévention SIDA)  
Tour Montparnasse  
33 av. du Maine 75015 Paris  
M° Montparnasse Bienvenue  
Tél. : 01 56 80 33 33  
www.crips.asso.fr

### ● OFDT

(Observatoire Français des  
Drogues et des Toxicomanies)  
3 av. du Stade de France 93218  
Saint-Denis La Plaine  
RER Stade de France  
Tél. : 01 41 62 77 16  
www.ofdt.fr

## COORDINATION TOXICOMANIES 18

Vous pouvez appeler pour faire part de vos difficultés, prendre rendez-  
vous, demander le passage de médiateurs « Première ligne », participer  
à la réflexion et à la recherche d'actions concrètes à mener pour améliorer  
la situation dans les quartiers :

La Chapelle-Stalingrad/La Goutte d'Or-Simplon-Clignancourt  
87 rue Marcadet 75018 Paris - M° Marcadet-Poissonniers  
Tél. : 01 53 28 08 89

Du lundi au vendredi de 10 heures à 19 heures

## SERVICES TÉLÉPHONIQUES D'URGENCE (Anonymes et gratuits)

### DROGUES, ALCOOL, TABAC INFO SERVICE

#### DROGUES INFO SERVICE :

Tél. : 0800 23 13 13  
(appel gratuit, depuis un télé-  
phone fixe) ou le 01 70 23 13  
13 (appel au prix d'une commu-  
nication ordinaire, depuis un télé-  
phone portable)

#### ÉCOUTE CANNABIS :

Tél. : 0811 91 20 20  
de 8h00 à 20h00, 7 jours/7  
(appel au prix d'une communi-  
cation locale, depuis un téléphone  
fixe)

#### ÉCOUTE ALCOOL :

Tél. : 0811 91 30 30  
de 14h00 à 2h00 du matin,  
7 jours/7 (appel au prix d'une  
communication locale, depuis un  
téléphone fixe)

### SIDA, HÉPATITES

#### SIDA INFO SERVICE

24h/24  
Tél. : 0800 840 800

#### HEPATITES INFO SERVICE

9h00 à 23h00  
Tél. : 0800 845 800

#### SIDA INFO DROITS

mardi de 16h00 à 24h00  
jeudi de 16h00 à 20h00  
vendredi de 14h00 à 18h00  
Tél. : 0801 636 636

## SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

### ● ASSOCIATION CHARONNE

Consultation cannabis (anonyme et  
gratuite)  
Évaluation, conseil, orientations,  
thérapies  
9 rue Beaurepaire  
75010 Paris - M° République  
Tél., fax et rép. : 01 42 08 13 85  
La consultation du mercredi de  
15h00 à 20h00 (sur rdv)

### ● LA CLEPSYDRE

Suivi thérapeutique individuel pour  
tout public  
6 rue Deguerrey  
75011 Paris - M° Goncourt  
Tél. : 01 40 21 39 57  
la.clepsydre@free.fr

### ● ESPAS

Soutien psychologique des person-  
nes concernées par le virus du  
VIH et de leurs proches  
36 rue de Turbigio  
75003 Paris -  
M° Etienne Marcel  
Tél. : 01 42 72 64 86 (sur rdv)  
Du Lundi au Vendredi

## Alter Ego Le Journal est publié par :

Espoir Goutte d'Or (asso-  
ciation loi 1901).

Directrice de publica-  
tion :

Lia Cavalcanti.

Coordination de la rédaction :

Olivier Doubre.

Conception graphique et maquette :

Muriel Depierrefix Torres.

Comité de rédaction :

Arlette Devouge, Muriel Depierrefix Torres,  
Ramon Neira, Arnaud Pendrié.

Secrétariat de rédaction :

Arlette Devouge.

Ont participé à ce numéro :

Violaine Wrzesinski

Illustrations : Muriel Depierrefix Torres.

Imprimerie : Gerfaou

19 Voie D, ZI CAP 18, 73 rue de l'Évangile,  
75018 Paris

Parution :

Trimestrielle - 2 000 exemplaires

Numéro ISSN : 1770-4715

Nous contacter :

EGO, 6 rue de Clignancourt, 75018 Paris  
Tél. : 01 53 09 99 49 - Fax : 01 53 09 99 44

par mail :

ego@ego.asso.fr



(Suite de la page 13)

### Le débat s'intensifie sur les drogues à Stalingrad

Les campagnes électorales sont toujours des périodes de forte présence policière dans les quartiers où la « sécurité » représente un thème central du débat public. Ce fut évidemment le cas en 2000 et au premier semestre 2001, en particulier à la Goutte d'Or, quand le ministre de l'Intérieur n'était autre que Daniel Vaillant, ancien maire de l'arrondissement et député de la circonscription de ce quartier. Celui-ci fait alors l'objet d'une grande attention, notamment de la part des médias et les

cars de CRS y stationnent en permanence. Aussi, les usagers de drogues s'en éloignent-ils assez vite et retrouvent à ce moment-là massivement le chemin de Stalingrad, provoquant bientôt de nouvelles réactions de colère chez certains riverains. Un Collectif Anti-Crack (CAC) voit le jour, dont l'une des actions-phares est l'organisation d'une « tournée hebdomadaire des pères de famille de Stalingrad ». Fortement médiatisée, celle-ci consistait à aller au-devant des usagers de drogues pour « leur demander l'abstinence » (sic). Dans les faits, ces habitants tentaient surtout d'occuper par leur présence l'espace public. La tension monte alors davantage encore et le CAC obtient assez vite

une intervention musclée de la police. Roger Madec, maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement depuis 1995 et réélu en 2001, reconnaît qu'au départ « la forte couverture médiatique dont a bénéficié ce Collectif a permis d'obtenir une présence accrue de forces de police, de jour comme de nuit, qui a porté ses fruits » : les usagers de drogues ont bien été contraints d'aller fumer plus loin... Mais, ajoute-t-il, son action a aussi « contribué à dégrader encore un peu plus l'image du quartier. Les gens se sont mis le comparer à Chicago, sans même jamais y avoir mis les pieds »... Refusant la complexité des problèmes liés à la présence des toxicomanes dans la rue, ses arguments mettent surtout en cause la politique de réduction des risques, lancée non sans difficultés une dizaine d'années plus tôt. Aussi, au printemps

2002, ce discours conduit Act Up-Paris à réagir : prenant la défense des usagers qui fréquentent le quartier et, plus largement, de la politique de réduction des risques. C'est alors que voit le jour un autre collectif, Stalingrad-Quartier Libre (SQL), créé aussi à l'initiative d'habitants. Les oppositions politiques sont alors à leur comble, dans ce quartier peu habitué jusqu'ici aux mobilisations citoyennes.

### « Ouvrir une concertation avec les habitants »

Cherchant à calmer les esprits mais « conscient du fait que la répression policière seule ne peut résoudre sur le long terme un tel problème », le maire se tourne alors vers la méthode participative dite de jury citoyen (cf. pages 20-21 pour une présentation des divers dispositifs participatifs) qui consiste à réunir un nombre restreint d'habitants pour les inviter à réfléchir, puis à proposer des solutions, à un problème de leur environnement. Rebaptisé ici « Panel citoyen de Stalingrad », ses recommandations pourront ensuite être mises en œuvre si le conseil municipal les approuve. Plutôt favorable à la réduction des risques, le maire du 19<sup>ème</sup> confie la coordination de cette expérience à l'une de ses figures, Anne Coppel (cf. ses propos ci-contre), tout en estimant que « l'ouverture de structures ne peut se faire qu'après une concertation approfondie avec les habitants du quartier concerné ».

Le « Panel citoyen », composé de quatorze personnes (sept tirés au sort parmi une liste de volontaires, sept représentant les associations d'habitants du quartier), s'est réuni régulièrement durant six mois en auditionnant les divers acteurs. Ainsi, le commissaire Maucourant a décrit les méthodes de répression du trafic et de la consommation dans le quartier. Les associations de réduction des risques ont présenté leur travail et expliqué la situation des usagers de drogues qui fréquentent leurs structures. La dimension du soin a elle aussi été abordée. Alors que la plupart des membres du « Panel citoyen » ne connaissaient de cette population que les pratiques « déviantes », leur marginalisation et leur précarité, sources de peur parmi les riverains, ces sentiments commencent à s'estomper. Tous ont ainsi appris à appréhender cette réalité sociale dans sa globalité ; même les plus farouches partisans d'une répression tous azimuts, après avoir entendu le témoignage des travailleurs sociaux, ont fini par admettre que la répression et la prison n'était pas une solution efficace, et que d'autres solutions devaient être imaginées. Outre une démarche de démocratie locale, s'est donc élaborée là une forme d'éducation populaire, sur un sujet où les préjugés sont souvent tenaces.

panel  
citoyen



Un immeuble en travaux à Stalingrad



Construction à Stalingrad

### Des recommandations pour la municipalité

Le 16 octobre 2003, au nom des 14 personnes qui y ont participé, Anne Coppel, coordinatrice du « Panel citoyen de Stalingrad », remet officiellement à Roger Madec, maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement, un Rapport qui se conclut par une série de recommandations pour l'équipe municipale. Seul le représentant du Collectif

Anti-Crack s'est finalement abstenu, marquant ainsi son désaccord avec les options choisies par les 13 autres membres du « Panel ». Après des débats parfois vifs, une majorité a décidé de refuser la création d'une structure fixe, mais a accepté, outre de renforcer le dispositif de réduction des risques existant (Boutique de l'association Charonne, Sleep-in, équipe de rue de l'association Boréal, etc...), de développer des réponses mobiles, en particulier la nuit, sous la forme d'un bus qui iraient à la rencontre du public visé. Egalement, l'accent a été mis sur une demande d'accélération des projets de rénovation urbaine dans ce quartier à l'habitat souvent délabré, ainsi que sur la création de projets d'insertion et de prévention pour les jeunes et les familles de ce quartier défavorisé. Enfin, les membres du « Panel » recommande l'extension du domaine d'intervention de la *Coordination Toxicomanie* du 18<sup>ème</sup> arrondissement afin « d'assurer la sécurité de tous en donnant la priorité à la médiation avec les riverains et à la lutte contre le trafic ». Les élus sont donc appelés dès lors à se prononcer sur la mise en œuvre de ces propositions ●

Olivier Doubre

Le nouveau Jardin d'Eole



### Anne Coppel : "le débat démocratique est possible"

**En janvier 2003, la mairie du 19<sup>ème</sup> arrondissement confiait à la sociologue Anne Coppel, pionnière de la réduction des risques en France, la coordination d'un « Panel citoyen » de 14 habitants du quartier de Stalingrad, afin de réfléchir aux problèmes posés par la toxicomanie de rue et de proposer des solutions.**

Voici ce qu'elle déclarait au début de cette première expérience française de démocratie participative sur la question de l'usage de drogues : « Stalingrad, c'est la "scène" parisienne, plus ou moins comme beaucoup de villes européennes en connaissent. En Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, les réponses données sont le produit d'une négociation entre habitants, services (sociaux, sanitaires, de police...) et même usagers de drogues. Ce "panel citoyen" est donc l'occasion de traiter publiquement dans une démarche participative ce qui se passe dans la rue. J'ai accepté ce travail parce que les conditions d'un débat démocratique me semblent remplies, avec le Collectif Anti-Crack d'une part, et la mobilisation de Stalingrad-Quartier Libre de l'autre. La mairie du 19<sup>ème</sup> a accepté de jouer le jeu et on verra quels effets en sortiront... Les habitants peuvent se mettre d'accord sur la nécessité de lieux d'accueil pour les usagers, sur des projets d'insertion pour les jeunes du quartier, ou bien sur la recherche de logements pour les squatters, y compris sans papiers. Tout dépendra en fait de la persistance de la mobilisation. Pour moi, le travail de ce "panel" d'habitants contribue à la domestication des drogues parce qu'il contribue au dialogue entre usagers de drogues et non-usagers, habitants et professionnels de proximité. C'est un exercice de démocratie locale que je crois possible : il ne faut pas oublier que 94% de l'opinion pensent que la prison n'est pas la bonne réponse à l'usage » ●



panel  
citoyen

# À Stalingrad tout n'est pas résolu

Trois ans après l'expérience du « Panel citoyen », les problèmes liés à la toxicomanie de rue ont-ils disparu ? Comment vit-on à Stalingrad ?

Lorsque le nouveau maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement, Roger Madec, décide de lancer l'initiative de démocratie participative qui deviendra le « Panel citoyen » en 2003, il souhaite associer ses deux collègues des 10<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> arrondissements. Or il se voit rapidement opposer un refus de la part des maires des deux arrondissements limitrophes du quartier de Stalingrad. Roger Madec est en effet conscient que la concentration d'usagers de drogues n'est pas un problème qui se pose dans le seul 19<sup>ème</sup> arrondissement. Il est clair depuis des années que la population en errance qui fréquente Stalingrad se trouve parfois dans le quartier de la Goutte d'Or, autour de la porte de la Chapelle ou près du métro Marx-Dormoy... Mais les élus des deux autres arrondissements n'ont pas alors les mêmes priorités. Surtout, ils ont une vision différente du problème qui se pose à Stalingrad et des actions potentielles à mener pour y répondre. Ainsi, le 18<sup>ème</sup> concentre déjà un grand nombre de structures qui accueillent les usagers de drogues. Quant au maire du 10<sup>ème</sup>, il est plus qu'hésitant par rapport à la démarche de consulter les riverains sur une telle question : le souvenir de la contestation qui a eu lieu contre l'implantation d'un centre d'accueil « bas seuil » rue Beaurepaire dans son arrondissement est encore vif et ne l'incite pas à tenter une expérience de démocratie participative.

Depuis, que s'est-il passé ? Stalingrad, durant les mois qui ont suivi cette initiative fut relativement calme et, comme les membres du « Panel citoyen » le souhaitaient dans leurs recommandations, un effort fut mis sur la réhabilitation du quartier. Celle-ci avançait alors à grands pas et plusieurs îlots de constructions très dégradées ou déjà en friche commençaient à être reconstruits. De même, le territoire couvert par la *Coordination Toxicomanie* - oeuvrant alors sur le seul 18<sup>ème</sup> arrondissement - fut étendue. Ses équipes travaillant en particulier à faire de la médiation en direc-

tion des habitants sur les problèmes qu'ils rencontrent par rapport à la toxicomanie de rue se mirent à sillonner également la partie du 19<sup>ème</sup> arrondissement autour du métro Stalingrad et entrèrent en contact avec les clubs de prévention de ce quartier.

Mais en 2005 et en 2006, on vit peu à peu réapparaître dans divers lieux (la Rotonde, les rues d'Aubervilliers, du Département ou de Tanger notamment) des concentrations d'usagers de drogues (de crack en particulier). Surtout, l'évacuation par la police d'un squatt d'usagers situé à la Plaine-St-Denis (juste de l'autre côté du périphérique) puis d'un autre à la Porte de la Chapelle augmenta la fréquentation du quartier de Stalingrad puisque plusieurs dizaines de personnes se retrouvèrent soudain dans la rue. Depuis l'été dernier, la situation y est redevenue à nouveau critique avec le retour visible du deal de rue, de petits trafics et de la prostitution. Pierre Leyrit, directeur de la *Coordination Toxicomanie*, l'admet volontiers : « *le non-traitement des problèmes après les évacuations des squatts ont créé des conditions favorables à la réimplantation du deal. Le "Panel citoyen" avait pris en compte les réalités sur un territoire donné, mais pas les inter-relations entre les territoires puisqu'il n'était pas chargé de cet aspect. Or on assiste depuis longtemps à des effets de balancier, notamment entre le 18<sup>ème</sup> et le 19<sup>ème</sup>. Je crois donc que ces expériences territoriales doivent être menées en écho avec un dispositif plus général. Ne pas avoir travaillé sur la coopération inter-arrondissements a certainement brouillé le message politique* ».

Les équipes de la *Coordination* ont ainsi relevé l'apparition d'usagers en attente de produits et stationnant dans les rues autour du métro Stalingrad en fin d'après-midi. Au cours de la soirée, le "deal" apparaît avec des groupes toujours largement en mouvement, du fait de la forte présence policière. Surtout, comme ce fut le cas au début des années 1990, la Rotonde est redevenue un lieu très fré-



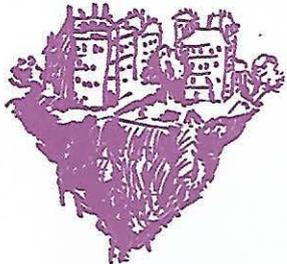
quenté au cours de la nuit, avec souvent des situations de grande violence. En effet, ces usagers, d'abord expulsés des squatts puis d'autres lieux (certains squares notamment) où ils avaient l'habitude de se retrouver, ont été de fait placés dans des situations de plus grande précarité et d'exclusion. Mais l'inquiétude a aussi de nouveau gagné un certain nombre de riverains. Or, outre le manque de coopération déjà pointé entre arrondissements, une autre recommandation du « Panel citoyen » attend toujours sa mise en œuvre : ses membres avaient en effet bien compris que la fréquentation du quartier la nuit par les usagers posait des problèmes supplémentaires et plus aigus. Ils avaient donc demandé à ce qu'une équipe de nuit mobile soit chargée d'aller de nuit au contact avec cette population en errance. Or cette recommandation -pourtant centrale- n'a jamais été mise en pratique : on en paye donc sans doute aujourd'hui les conséquences.

Ainsi, est-il possible de tirer un bilan provisoire de cette première expérience de démocratie participative appliquée aux problèmes posés par de la toxicomanie de rue. Si celle-ci a bien permis de renouer le dialogue entre des riverains qui s'étaient vigoureusement opposés et réussi avec succès l'élaboration d'un consensus, les limites de l'initiative apparaissent aujourd'hui clairement. Outre le problème de l'échelle du territoire considéré, une autre difficulté se pose quant à la mise en pratique des recommandations par les élus et responsables des structures spécialisées dans l'intervention auprès des usagers. Les membres du « Panel citoyen » ont, pour la plupart d'entre eux, découvert à cette occasion un grand nombre d'aspects du problème très complexe de la toxicomanie de rue. L'expérience a également désamorcé beaucoup des conflits qui couvaient parmi les habitants. Anne Coppel, sa coordinatrice, soulignait d'ailleurs souvent la part de « *pédagogie* » qu'elle comportait auprès de la population d'un quartier

confrontée à ce problème. Mais le problème central de la démocratie participative demeure la mise en œuvre des propositions faites par les citoyens consultés. Visiblement, l'initiative -intéressante- de Stalingrad n'a pas été poussée jusqu'à son terme. Or les problèmes actuels demandent un traitement urgent. Il en va de la vie de nombre d'usagers qui, dans le froid de l'hiver 2006-2007, se trouvent en grand danger à Stalingrad et, plus largement, dans tout le nord-est parisien. Comme il va du bien-être des habitants de ce quartier du 19<sup>ème</sup>, qui ont aussi le droit à un « mieux-vivre » ●

Olivier Doubre





panel  
citoyen

# La démocratie participative : qu'est-ce que c'est ?

Alter Ego Le Journal évolue et se veut plus que jamais acteur du lien social dans le quartier d'implantation d'EGO, la Goutte d'Or. Désormais, il participera à la promotion de la démocratie participative (cf. notre éditorial, p.3). Mais que recouvre précisément ce concept de démocratie participative ? Explications

Depuis quelques années, les expériences de démocratie participative se sont multipliées un peu partout dans le monde. Les premières ont eu lieu dans les pays nordiques et en Amérique du Sud. Elles se sont inscrites dans un processus de démocratisation des politiques publiques et de prise en compte des questions locales face à des Etats alors très centralisés et bureaucratiques. En Amérique latine, elles étaient largement liées à la sortie des dictatures militaires à la fin des années 1970 et durant la décennie 1980, qui ont vu un renouveau de la vie associative au travers de la démultiplication des O.N.G. (organisations non gouvernementales), longtemps interdites ou muselées sous ces régimes autoritaires.

Ces procédures de démocratie participative consistent à permettre de s'exprimer et à écouter les avis des habitants, parfois avec un pouvoir décisionnel pour certaines décisions dans un quartier, une ville ou une région. Selon les lieux et les pays, leurs décisions seront mises en œuvre par les élus ou simplement enregistrées par eux, voire parfois ignorées.

Elles recouvrent de nombreuses formes, dont voici les plus fréquentes :

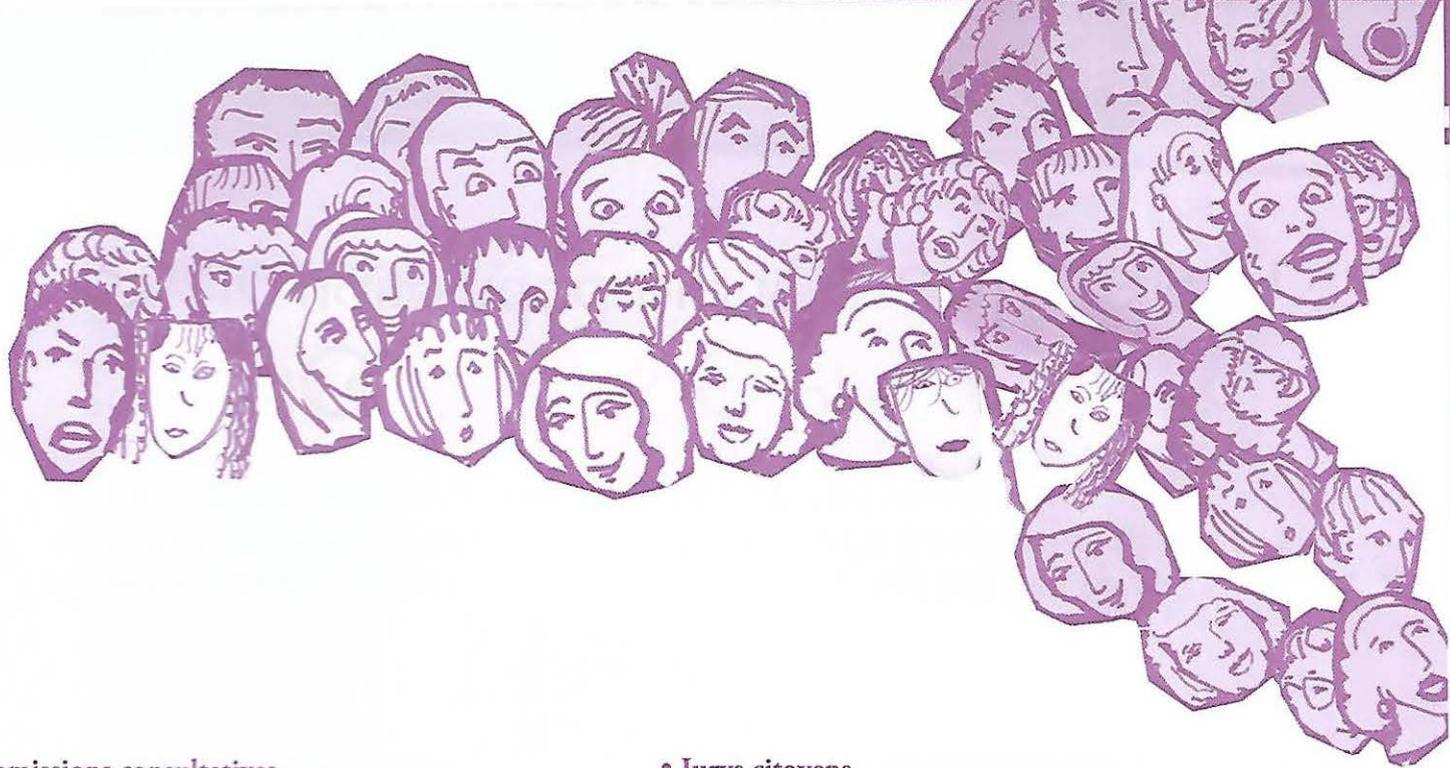
## • Assemblées participatives ou Conseils de quartier

C'est là la forme de base de la démocratie participative, forme qui fut inventée il y a très longtemps en Grèce antique (agora). Aujourd'hui, il s'agit de réunir un nombre pré-défini d'habitants d'un quartier, représentatifs de ceux-ci ou tirés au sort, afin de discuter des problèmes qui se posent au quartier (propreté, sécurité, vie associative, fêtes, relations avec les commerces, politique de logement...). Ils sont supposés être les porte-voix des habitants du quartier. Les élus respecteront (ou non) les prises de positions de ces Conseils. Leurs avis sont cependant la plupart du temps au moins consultatifs. En France, la loi Vaillant de 2001 a imposé leur généralisation dans les communes de plus de 80 000 habitants et plus de deux mille existent déjà dans l'Hexagone.

## • Référendums

On connaît les référendums au niveau national où l'on demande aux électeurs d'un pays de répondre à une question, par exemple l'adhésion d'un Etat à un traité international comme ce fut le cas pour le Traité de Maastricht en 1992 (acceptation) ou le projet de Constitution européenne (refus). Depuis quelques années en France (bien plus longtemps en Suisse ou aux Etats-Unis), ces référendums peuvent être organisés à un niveau local, généralement dans une commune, pour une question précise. Comme les autorités en charge de la gestion de la localité consultent dans ce cas l'ensemble de ses citoyens (en l'occurrence leurs électeurs), la réponse au référendum s'impose à elles et est donc appliquée.





### • Commissions consultatives

Elles se sont multipliées depuis une dizaine d'années en France. Il s'agit de réunir sur des questions précises des citoyens non élus : délégués d'associations, représentants de groupes d'intérêts ou de secteurs de la population (jeunes, personnes âgées, résidents étrangers, etc...). Des élus peuvent également siéger en leur sein. Ces commissions sont généralement instituées parallèlement aux assemblées des élus : par exemple, les Conseils des Enfants siègent à côté des Conseils municipaux et sont bien sûr consultés sur les questions relatives aux enfants. De même, des Commissions d'Etrangers existent dans plusieurs communes en France (et plus souvent encore en Allemagne ou dans certains pays scandinaves) et donnent des avis sur les questions qui les concernent, palliant ainsi la non-représentation des résidents étrangers : sans droit de vote ni d'éligibilité, ceux-ci payent toutefois des impôts dans leurs communes de résidence et leur permettent de donner leur avis corrige leur exclusion de fait à la vie démocratique locale.

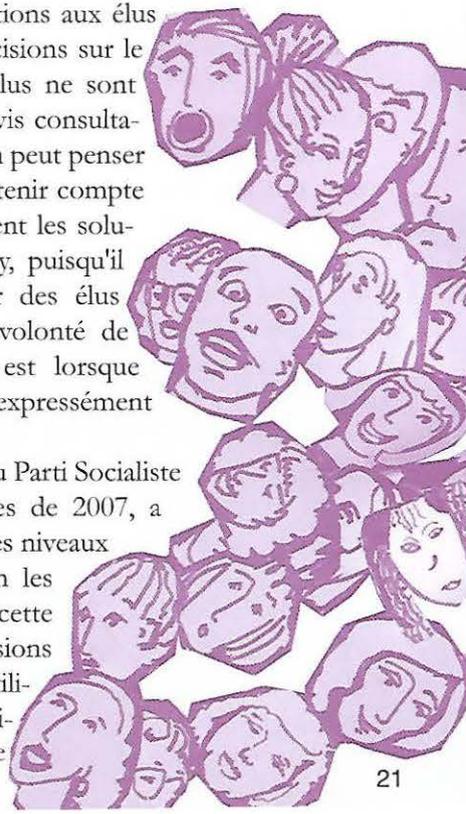
### • Budgets participatifs

Cette procédure a été inventée dans la ville de Porto Alegre (Brésil), gérée par le Parti des Travailleurs brésiliens. Il a ensuite été adopté par plusieurs centaines de municipalités latino-américaines, sous différentes formes, puis en Europe dans diverses collectivités territoriales. Il s'agit de réunir des citoyens pour les associer à la discussion du budget de la collectivité en question, que ce soit sur une ligne budgétaire particulière ou sur l'ensemble du budget d'un domaine d'action dont la collectivité est chargée. C'est le cas du budget participatif des lycées de la Région Poitou-Charentes, où des citoyens ont été désignés pour contribuer à gérer (avec la présidence du Conseil régional) une partie du budget attribué aux établissements d'enseignement secondaire.

### • Jurys citoyens

Ce dispositif est né en Grande-Bretagne sous le nom de *citizen jury* et a été rapidement repris en Scandinavie, Allemagne, Espagne et aujourd'hui dans de nombreux autres pays. En France, quelques expériences ont déjà eu lieu, en particulier celle du 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris dans le quartier de Stalingrad (auquel a été donné le nom de « Panel citoyen », le terme jury étant considéré en français trop « judiciaire ») sur la question de la toxicomanie de rue à laquelle est confronté le quartier depuis des années (cf. pages 12-17). Il s'agit de réunir des citoyens d'un quartier (ou d'une ville) pour auditionner des experts et réfléchir à une question posée par les autorités locales. Ces citoyens sont soit tirés au sort (comme en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Espagne) soit désignés parmi des représentants d'associations du quartier en question. Le jury, une fois réuni, auditionne des experts, des élus et toutes les personnes ayant des avis contradictoires sur la question posée, puis débat à huis clos en vue de rendre un avis et proposer des recommandations aux élus chargés de prendre des décisions sur le dossier en question. Les élus ne sont pas obligés de respecter l'avis consultatif rendu par le jury mais on peut penser qu'ils doivent au moins en tenir compte voire s'expliquer s'ils refusent les solutions proposées par le jury, puisqu'il est toujours difficile pour des élus d'ignorer ouvertement la volonté de leurs électeurs, qui plus est lorsque ceux-ci ont été convoqués expressément par les élus.

Récemment, la candidate du Parti Socialiste aux élections présidentielles de 2007, a proposé d'instituer à tous les niveaux des jurys citoyens mais en les chargeant de contrôler, cette fois a posteriori, les décisions des élus et notamment l'utilisation des finances publiques ● Olivier Doubre



# Une enquête sur la population de la Goutte d'Or

Menée pendant deux ans auprès de 250 personnes, l'enquête de l'Observatoire de la Vie Locale apporte une radiographie précise des sentiments des habitants de la Goutte d'Or vis-à-vis de leur quartier. Un quartier auquel ils sont, d'abord, très attachés.

Mardi 7 novembre 2006, 19h30. Salle St-Bruno. Les habitants du quartier se pressent en nombre pour assister à la présentation des résultats de l'étude sur la population vivant et fréquentant la Goutte d'Or, menée par l'Observatoire de la Vie Locale. Attendue, cette soirée marque en effet la conclusion d'une vaste enquête (à l'aide de questionnaires), menée auprès de plus de 250 personnes de septembre 2004 à septembre 2006 par la sociologue Fabienne Cossin, coordinatrice de l'Observatoire, avec deux autres chercheurs, Stéphanie Rubi et Franck Lescroel. Ce document est particulièrement important pour le quartier puisqu'il présente, pour la première fois, une recherche en profondeur sur les conditions de vie au quotidien de ses habitants. Outre un petit historique de la Goutte d'Or, la recherche s'est concentrée sur trois grandes questions : la perception et les représentations des habitants sur la vie du quartier ; le sentiment d'insécurité et la question de la délinquance ; enfin, les rapports entre les phénomènes de toxicomanie présents dans le quartier et la vie de ses habitants.



Fabienne Cossin

- Sur la question des perceptions des habitants sur leur quartier, il ressort tout d'abord de l'enquête que ceux-ci sont très attachés à la Goutte d'Or : 83% expriment des sentiments positifs à son égard, notamment un fort sentiment d'appartenance à ce quartier. Mais, malgré cet attachement, pas moins de 42% d'entre eux disent toutefois vouloir déménager, à une très large majorité en dehors du quartier. Cependant, ce souhait a d'abord pour cause la taille souvent modeste de ces logements, avant les désagréments liés à l'insécurité et aux phénomènes de la toxicomanie cités ensuite. A ces problèmes, s'ajoutent aussi la saleté de l'espace public, déplorée par au moins 56% des personnes interrogées.

- Concernant l'insécurité, d'autres problèmes sont également mentionnés, comme le chômage et, surtout, les trafics qui, pour 25% des personnes, contribuent à développer un climat délétère dans le quartier. Les délits évoqués par les habitants sont presque toujours associés au phénomène de la toxicomanie, qui concourt à la mise en

œuvre fréquente de stratégies de repli identitaire, de fuite et de protection personnelle, voire à un recours aux médicaments dans certains cas. Ainsi, la rue Myrha est-elle souvent citée comme lieu que certains évitent d'emblée, même si 33% des gens déclarent n'éviter aucun lieu dans le quartier. Face à cette situation, une bonne part des personnes interviewées a l'impression d'un manque de volonté de la part des politiques de corriger cette situation d'ensemble. L'étude pointe donc un réel sentiment d'insécurité chez certains habitants traduisant une « *souffrance quotidienne* ». Mais ce sont d'abord les personnes victimes d'une

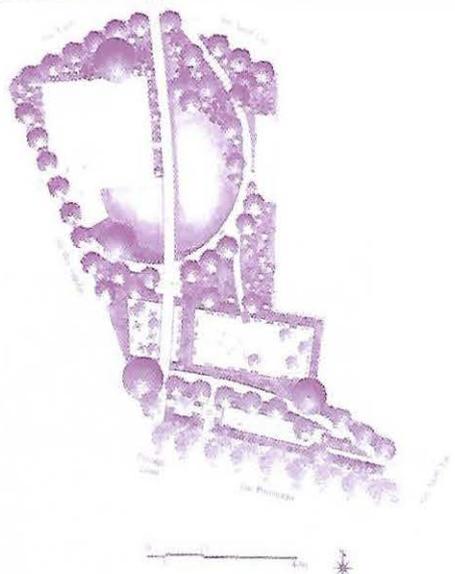
agression dans le passé qui ressentent le plus cette insécurité. Toutefois, de nombreux habitants se sentent en même temps protégés du fait de leur fort sentiment d'appartenance et du réseau de sociabilité dans lequel ils se disent largement insérés...

- Enfin, concernant la question de la toxicomanie, l'un des premiers aspects importants mis en évidence par cette enquête est la visibilité et la place que tiennent les situations liées aux drogues pour les habitants à la Goutte d'Or,

puisque 51% de l'échantillon estime que celles-ci sont « *très fréquentes* ». Le secteur le plus touché selon les réponses recueillies est d'abord celui de Château-Rouge où sont remarqués de façon massive la circulation des usagers, le deal et les activités de financement des consommations (petite délinquance, revente, prostitution...). Surtout, selon les conclusions de l'étude sur cette question centrale, la « *proximité entre les phénomènes associés à la consommation de drogues et les autres problématiques du quartier, notamment l'organisation d'une économie parallèle et la précarité d'une partie de la population, renforce à tort la visibilité et les nuisances associées à la présence d'usagers de drogues* ». L'un des principaux enseignements de ce rapport est que les représentations sociales des habitants de la Goutte d'Or se concentrent particulièrement sur cette question de la toxicomanie : c'est donc une question centrale qui est posée à l'ensemble des élus et acteurs associatifs oeuvrant sur la Goutte d'Or ●

Olivier Doubre et Jean-François Bowen

# Un nouveau square Léon !



En travaux depuis plusieurs mois et bientôt entièrement rénové, le square Léon a toujours été un lieu de vie important pour tous, notamment les enfants, à la Goutte d'Or.

Quand on parle de la Goutte d'Or, on pense à la diversité de ses habitants qui s'exprime dans ses rues animées, sur les devantures de ses boutiques, dans ses senteurs épicées, dans sa richesse multiculturelle. Au cœur du quartier, le square Léon, actuellement en rénovation, est assez représentatif de la vie foisonnante de ses rues. C'est une aire de jeux, un lieu d'échanges et de rencontres où les mères et leurs enfants côtoient les joueurs d'échecs, de jeunes footballeurs (qui jouent sur une pelouse synthétique) et des vendeurs de produits de toutes sortes.

Pour ma part, vivant dans le quartier depuis dix ans, je l'ai vu se transformer plus ou moins rapidement, mais le témoignage d'un ancien habitant de la rue Myrha de mes amis montre la grande importance du lieu : « 1983. Une montagne, avec un escalier rue Polonceau qui menait à la rue Léon. Il y avait comme un petit jardin où les gens du quartier venaient se reposer et des buissons où certains marginaux s'adonnaient sur des sortes de barils à des jeux de hasard, trois cartes et des dés. Des Arabes et des Noirs. En 1990, avec de grands tracteurs et des bulldozers, la municipalité a complètement rasé la colline pour l'aplanir et ont commencé à faire le parc. Au départ le square n'était pas fermé, ce n'est que quatre ou cinq ans plus tard que des grilles ont été placées avec la fermeture le soir à dix-neuf heures. Il y avait même un petit bassin au coin de la rue Léon avec des poissons rouges. Il paraît que les jeunes du quartier ont fait sauter les serrures pour que le parc reste ouvert jour et nuit. Malheureusement, des dealers de shit et d'héroïne ont commencé à faire leur apparition, surtout la nuit et ce jusqu'au matin. Après, cela se passait même la journée. Beaucoup de familles du quartier se sont plaintes et il y a eu beaucoup de pétitions, mais le problème persiste. Les contrôles de police n'ont pas pu changer durablement cette situation. Auparavant, seul le deal de shit existait sur la colline. Ce square, ou plutôt cette colline, a toujours fait partie du mystère de la Goutte d'Or. Sans les jeunes et le deal de crack, je n'aurais jamais voulu quitter ce quartier, l'idée ne m'avait même jamais effleuré. J'étais dans mon cocon ».

Le square Léon, ce lieu de vie où se partagent différents groupes de personnes en se répartissant l'espace et en coexistant dans le respect, est à l'image du quartier de la

Goutte d'Or ; il en suit aussi les changements et les évolutions. Aujourd'hui, les travaux de rénovation du square, l'un des rares espaces verts du quartier, sont déjà bien avancés. Prévue pour avril 2007, la réouverture verra un square plus grand puisque sa superficie, atteignant 6200 mètres carrés au total, gagnera plus de 800 mètres carrés supplémentaires, avec une grande pelouse. La placette pour les jeux de dames et d'échecs sera elle aussi étendue. Sur l'ensemble du square, pas moins de 180 arbres et grands arbustes seront plantés afin d'en faire un lieu agréable, également éclairé la nuit. Enfin, comme dans tous les squares parisiens, un petit local polyvalent est prévu pour les gardiens et des toilettes seront aménagées pour le public. Depuis sa fermeture, ce renouveau du square Léon est attendu par tous dans le quartier, pour pouvoir retrouver ce lieu de convivialité qui offre la possibilité de jeux autant aux petits qu'aux grands. Longue vie au square Léon ! ●

Arnaud Pendrié et Violaine Wrzesinski



# Rencontre avec Maurice Goldring, de la Goutte

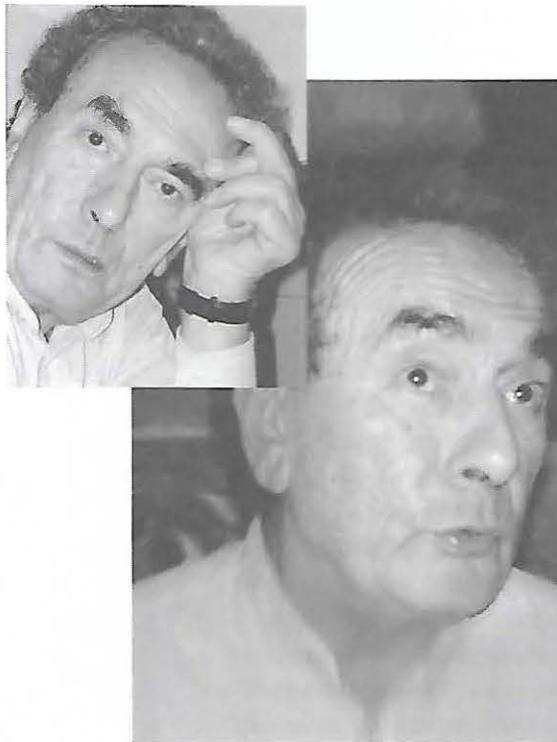
Résident depuis de nombreuses années dans ce quartier dont il sait autant les problèmes que les qualités, Maurice Goldring est parti à la rencontre de ses riverains et de leurs histoires multiples. Un éloge de la mixité sociale.

Le saviez-vous ? La Goutte d'Or compte aussi des écrivains connus et reconnus. Maurice Goldring, qui habite le quartier depuis de nombreuses années, a écrit une vingtaine d'ouvrages publiés chez des éditeurs parmi les plus réputés de l'Hexagone. Professeur émérite de l'université Paris-8, historien, spécialiste de l'Irlande-du-Nord et du conflit qui déchire protestants et catholiques au sein de sa population, il a décidé de partir à la découverte de ce quartier qui le fascine, l'énerve et le séduit tout à la fois. Car c'est une véritable histoire d'amour qui le lie aux rues de la « Goutte » et aux habitants d'un quartier qui, qu'on l'aime ou qu'on le déteste, « ne laisse personne indifférent »... Il publie donc aujourd'hui le résultat de son enquête dans le quartier, conçue comme une balade où il s'en va croiser les principaux acteurs du quartier : *La Goutte d'Or, quartier de France. La mixité au quotidien* vient de paraître aux Editions Autrement.

Mais Maurice Goldring ne tient pas à tricher dans la présentation qu'il propose du quartier. Sa démarche est, au contraire, de connaître au plus près ce qui se passe dans ce quartier, ce que vivent au quotidien ses riverains. Surtout ne pas embellir quand des problèmes pointent leur nez. Et d'admettre parfois sa lassitude de la misère et de l'agitation perpétuelle du quartier : « on explique tout

par l'histoire du quartier (...), il y a des jours où je suis fatigué des explications. Je veux simplement vivre dans un quartier normal ». Or il est bien conscient que la Goutte d'Or concentre en miniature une grande partie des problèmes de la société française, des questions liées à la toxicomanie à celles des migrants, de la conduite de la police à la présence visible pour tous de petits trafics... Sans oublier la présence d'un des rares marchés exotiques de la région parisienne qui draine une population de toutes origines, en particulier le week-end, entraînant de considérables difficultés de circulation. Mais c'est surtout l'arrivée du crack dans les rues du quartier, après plusieurs décennies où l'héroïne régnait en maître, qui l'a fait réagir, qui l'a « ébranlé » même : « j'ai vécu ce changement de près », confie-t-il. Il note alors rapidement la concentra-

tion d'usagers de « caillou » près du métro Château-Rouge et aux alentours, jusque devant son immeuble. Ce n'est pas la peur qui le tenaille mais plutôt l'angoisse qui le saisit, comme beaucoup, devant le spectacle de personnes dont l'aspect physique est souvent inquiétant : « cela produit une atmosphère anxiogène pour tout le quartier ». Aussi, admet-il avec franchise, avoir d'abord pensé réagir à chaud, et quitter le quartier. Mais après un moment de réflexion, Maurice Goldring a préféré rester fidèle à ce qu'il a toujours fait : écrire pour comprendre. C'est ainsi qu'il part à la



# habitant d'Or et écrivain

découverte du quartier, et pousse un beau jour la porte du centre d'accueil d'EGO, et participe à de nombreuses réunions du Collectif du mercredi soir : « EGO a été important pour moi car l'association a transformé une foule en individus avec des noms et des visages. Dans la rue, les usagers ne me reconnaissent généralement pas car ils sont dans l'urgence, dans le business, mais à l'association, c'est différent ». S'il comprend les réactions parfois de rejets de certains habitants à l'encontre des usagers de crack et des associations qui les aident (« certains opposants deviennent malades face à cette question, mais il faut les respecter malgré tout et continuer d'expliquer, car on n'engueule pas les malades ! »), il veut continuer à penser que l'usage de drogues fait partie des problèmes à résoudre pour mieux vivre dans ce quartier. « Ou bien on prend le problème à bras-le-corps, ou bien on le laisse dériver : j'ai bien conscience qu'EGO est quelque chose d'important, qui laisse une place à l'avenir ! »

Mais pour Maurice Goldring, ce qui constitue sans doute la force et l'espoir pour la Goutte d'Or, c'est le maintien d'une réelle mixité sociale parmi ses habitants. En effet, si le quartier « n'est pas devenu un ghetto », c'est d'abord parce qu'une partie d'entre eux, appartenant aux classes moyennes, est restée y vivre : « que des médecins, des enseignants, des commerçants, des policiers ou des journalistes continuent d'habiter ici, contribuent à ce que le quartier se tienne ! » Ne cachant pas que cela soit également bénéfique pour sa vie personnelle, il préfère qu'on intervienne « auprès des plus démunis, dans nos sociétés actuelles où l'on va vers des conflits de plus en plus durs, parce que c'est l'intérêt de la société tout entière ». L'écrivain a en tout cas choisi le mode d'intervention le plus naturel pour lui : l'écriture d'un livre sur ce quartier, publié aux Editions Autrement, où les gens qui y vivent ont droit à la première place. Salut Maurice ! ●

Olivier Doubre et Muriel Depierreux Torres



Maurice Goldring

## La Goutte-d'Or, quartier de France

La mixité au quotidien

Autrement  
Éditions

## Une femme militante engagée dans la vie locale

Claude Moynot habite la Goutte d'Or depuis plus de vingt ans. Retraitée active, elle s'est investie avec passion dans l'expérience des Conseils de Quartier dès leur lancement. Fréquentant EGO, elle participe assidûment au Conseil « Goutte d'Or-Château-Rouge » où elle défend la réduction des risques en direction des usagers du quartier. Rencontre

Claude Moynot l'admet volontiers : « si à vingt ans, on m'avait dit que je deviendrais proche d'EGO, j'aurais eu du mal à le croire ! »

Âgée de 70 ans, Claude est née en 1936 à Paris du côté des Batignoles et est l'aînée d'une fratrie de 11 enfants. Fille d'ingénieur, ses parents sont catholiques pratiquants et humanistes et l'éducation dans la famille est plutôt traditionnelle. Toutefois, filles et garçons ont les mêmes chances et les mêmes



responsabilités. Jusqu'en première, Claude fréquente une école privée tenue par des religieuses où elle est bonne élève en sciences. Après le bac, elle entre en classe préparatoire aux écoles de Chimie au lycée Chaptal. A cette époque, comme il n'y avait que peu de jeunes filles intéressées, ces classes n'existaient que dans les lycées de garçons et elles ne sont, à Chaptal, qu'une demi-douzaine dans cette « prépa » d'une soixantaine d'élèves où elles ne peuvent être ni

demipensionnaires ni bien évidemment pensionnaires. C'est pourtant là qu'elle rencontre son mari, qui « intègre » comme elle l'École Supérieure de Chimie de Paris en 1954 et ils se marient en 1957. Quatre enfants naissent d'une union qui peu à peu s'avère difficile. Claude connaît bientôt de fortes dépresses et demande en 1970 le divorce.

C'est en 1974 qu'elle s'installe rue Poulet avec ses quatre enfants : la Goutte d'Or devient alors son quartier. Au cours des premières années d'une nouvelle vie, sa foi catholique demeurée vive

jusqu'ici se trouve peu à peu remise en cause : « ce n'était pas prévu mais, après un certain cheminement, conséquence indirecte de ce changement de vie, je me considère aujourd'hui athée ». Cependant, Claude reconnaît que ces valeurs transmises par ses parents demeurent très importantes pour elle. A sa retraite en 1996, Claude souhaite rester active : elle participe donc à diverses actions associatives. Aussi, lorsqu'en 2000 Daniel Vaillant, alors ministre de l'intérieur, lance la loi sur la démocratie participative, elle se dit que ce peut-être une piste intéressante. Elle se porte ainsi candidate au Conseil de Quartier « Goutte d'Or - Château-Rouge » et est tirée au sort. C'est là qu'elle rencontre Leïla Chala, fondatrice d'EGO, avec qui elle se lie d'une profonde amitié. Elle rend régulièrement visite à l'association et prend peu à peu conscience des difficultés que vivent les usagers de drogues de la Goutte d'Or, s'intéressant de plus près aux actions que mène EGO. Elle découvre alors certaines des problématiques liées à l'usage de drogues dans le quartier, même si elle y fut parfois déjà confrontée dans l'entourage de ses enfants. « Aujourd'hui, confit-elle sans détour, je suis fière d'être membre d'EGO ». Elle est ainsi persuadée de « la naïveté » de la théorie de l'escalade : « cela ne sert à rien de dire aux jeunes qui ont déjà fumé du cannabis que c'est très dangereux et qu'ils vont devenir ensuite héroïnomanes : ils savent que c'est faux et ce genre de discours font qu'ensuite les messages de prévention ne passent plus ».

Aujourd'hui, Claude Moynot défend bec et ongles la politique de réduction des risques dans son Conseil de Quartier (où elle a été reconduite pour un nouveau mandat de deux ans) et se heurte parfois vivement à certains habitants venus essentiellement pour exprimer leur opposition à celle-ci. Mais face à eux, elle tient bon : « il faut faire connaître la grande utilité des actions menées en ce sens ». Merci Claude ! ● Olivier Doubre

# Pour commander nos plaquettes de prévention

**Par courrier :** Espoir Goutte d'Or, 6 rue de Clignancourt 75018 Paris

**Par Fax :** 01 53 09 99 43 ou 44

**Par mail :** alteregojournal@club-internet.fr

**30  
exemplaires  
maximum  
par  
commande**



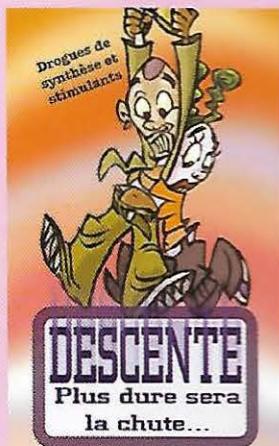
Femmes adresses utiles



Le dossier très X de Scouty et Molle d'Or : les IST



Où manger, où se doucher et où s'habiller gratuitement à Paris



Descente Plus dure sera la chute



Femme notre corps, nos désirs, nos plaisirs



La tuberculose



Le virus de l'hépatite C

## Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir la revue ALTER EGO le journal et/ou la lutte contre l'exclusion menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

- Je désire soutenir ALTER EGO le journal (abonnement d'un an)  
 Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion (adhésion d'un an)  
 Je désire recevoir : ..... exemplaire(s) de votre journal.  
 Je désire recevoir : ..... exemplaire(s) de la plaquette sur :

- 20 euros  40 euros  60 euros  autres : ..... euros  
 20 euros  40 euros  60 euros  autres : ..... euros

- La descente  
 Femmes adresses utiles  
 Les Infections Sexuellement Transmissibles  
 Où manger, où se doucher et où s'habiller gratuitement à Paris  
 Femmes : Notre corps, nos désirs, nos plaisirs  
 La tuberculose  
 Le virus de l'hépatite C

Association : ..... Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : .....

Merci de compléter et de renvoyer ce bon, accompagné de votre don à l'adresse suivante : Espoir Goutte d'Or, 6 rue de Clignancourt 75018 Paris.



## **DROGUES INFO SERVICE**

**0 800 23 13 13**

APPEL D'UN PORTABLE  
01 70 23 13 13

7j/7. Anonyme et gratuit  
d'un poste fixe.

Coût d'un appel ordinaire.

## **ÉCOUTE CANNABIS**

**0 811 91 20 20**

7j/7. 8 h/20h. Anonyme.  
Coût d'un appel local depuis  
un poste fixe.

## **ÉCOUTE ALCOOL**

**0 811 91 30 30**

7j/7. 14 h/2h. Anonyme.  
Coût d'un appel local depuis  
un poste fixe.

**SUR INTERNET**  
**WWW.DROGUES.GOUV.FR**

Adresses utiles.  
Vos questions, nos réponses.